

# La crise à Hong Kong expliquée en cinq points

mercredi 14 août 2019, par [ROURKE Alison](#) (Date de rédaction antérieure : 13 août 2019).

**Entamé vendredi 9 août, le sit-in des manifestants dans l'aéroport de Hong Kong se poursuivait ce mardi. Provoquant, pour la deuxième journée consécutive, l'annulation d'un grand nombre de vols. Retour sur un mouvement d'une ampleur sans précédent depuis la rétrocession de l'ancienne colonie britannique à la Chine en 1997.**

Des manifestations secouent Hong Kong depuis le début du mois de juin [des Hongkongais ont à vrai dire commencé à descendre dans la rue à la fin du mois d'avril, avant que le mouvement ne gagne en ampleur], dont bon nombre ont donné lieu à de violentes échauffourées avec la police.

## Comment les manifestations ont-elles commencé ?

Les manifestants sont d'abord descendus dans la rue pour dénoncer [un projet de loi qui aurait facilité l'extradition de suspects vers la Chine continentale](#), où le Parti communiste contrôle les tribunaux. De nombreux Hongkongais craignaient que les autorités n'utilisent cette loi pour cibler des adversaires politiques et que son adoption ne marque la fin du principe "Un pays, deux systèmes" en fragilisant les libertés civiles dont bénéficient les habitants de Hong Kong depuis la rétrocession de l'île à la Chine en 1997. [Des millions de personnes ont défilé](#) contre ce projet de loi et paralysé la ville. D'abord hebdomadaires, les manifestations sont devenues presque quotidiennes.

Face à la violence de la répression – une femme a perdu un œil pendant une opération des forces de police, qui utilisent des gaz lacrymogènes et des flash-ball –, les manifestants ont décidé d'étendre leurs revendications à des objectifs plus largement pro-démocratie.

## Que veulent les manifestants ?

[Le projet de loi controversé a été suspendu au mois de juin](#) par la chef du gouvernement de Hong Kong, Carrie Lam, mais les manifestants en réclament le retrait officiel. Outre la démission de Carrie Lam, ils exigent :

- l'abandon complet du projet de loi d'extradition ;
- le retrait du mot "émeutes" que les autorités utilisent pour qualifier les manifestations ;
- la libération sans condition des manifestants interpellés et l'abandon des charges formulées contre eux ;
- l'ouverture d'une enquête indépendante sur le comportement des forces de police ;
- la mise en place d'un véritable système de suffrage universel.

## Que se passe-t-il à l'aéroport de Hong Kong ?

Les manifestations se sont intensifiées à l'aéroport et ont même entraîné sa fermeture temporaire et des perturbations sur des centaines de vols, y compris des longs-courriers vers les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni. Carrie Lam a déclaré mardi [13 août] que "*ces activités illégales*

*menées au nom de la liberté” mettaient en péril l’État de droit et que le territoire pourrait mettre longtemps à se remettre de ce mouvement de contestation.*

La direction chinoise de l’aviation civile a lancé un avertissement à la compagnie hongkongaise Cathay Pacific après l’implication de certains de ses collaborateurs dans les manifestations. Depuis le 11 août, tous les employés de la compagnie *“participant et soutenant des manifestations illégales”* sont exclus des vols à destination de la Chine continentale, où ils n’ont par ailleurs plus le droit de travailler dans le transport aérien.

### **Comment Pékin réagit-il au mouvement ?**

La Chine accuse des puissances étrangères, en particulier les États-Unis, de fomenter la contestation à Hong Kong. Les médias d’État, après avoir observé un silence presque total sur les manifestations et censuré toutes les images du mouvement, parlent désormais d’*“émeutes”*. Pékin présente les manifestants comme des *“extrémistes”*, des *“voyous”* et des *“terroristes”* prêts à renverser le système tout entier si tel est le prix de leur indépendance. Parallèlement, des véhicules de l’armée chinoise ont été aperçus à la frontière, [ce qui alimente la crainte qu’une répression brutale soit en préparation](#).

### **Comment réagit la « communauté internationale » ?**

Le Royaume-Uni, dont Hong Kong fut une colonie, a appelé à l’ouverture d’une enquête indépendante sur les manifestations, condamné les violences et rappelé la liberté de manifester pacifiquement. La Chine a critiqué cette ingérence, estimant que le ministre britannique des Affaires étrangères, Dominic Raab, avait eu *“tout simplement tort”* d’appeler directement Carrie Lam pour *“faire pression”*.

La Chine a demandé à Washington des explications après que des médias contrôlés par le Parti communiste ont fait état de contacts entre des diplomates américains et des meneurs étudiants de la contestation à Hong Kong. Une porte-parole du ministère américain des Affaires étrangères a réagi en dénonçant un *“régime de voyous”*, en réaction à la publication par la Chine de photographies d’un diplomate étatsunien, assorties d’informations personnelles. Le 13 août, un haut responsable du gouvernement Trump a enjoint à *“toutes les parties”* d’éviter la violence.

Après la dernière manifestation à l’aéroport, le Premier ministre canadien Justin Trudeau et son homologue australien Scott Morrison ont exprimé leur inquiétude face à la gestion de cette crise politique sans précédent. L’Australien a contesté l’usage du mot *“émeutes”* pour caractériser le mouvement et le Canadien appelé à une *“désescalade”*.

[Lire l’article original](#)

---

**Alison Rourke**

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

---

**P.-S.**

*The Guardian* est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes. Orienté au centre gauche, il se montre très critique vis-à-vis du gouvernement conservateur. Contrairement aux autres quotidiens de référence britanniques, le journal a fait le choix d'un site en accès libre, qu'il partage avec son édition dominicale, *The Observer*. Cette décision s'inscrivait dans une logique de réduction des coûts, alors que *The Guardian* perdait de l'argent sans cesse depuis vingt ans. Une stratégie payante : en mai 2019, la directrice de la rédaction, Katharine Viner, a annoncé que le journal était bénéficiaire, une première depuis 1998.

Version française — Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/contestation-la-crise-hong-kong-expliquee-en-cinq-points>